

## **Tribunal de proximité de Saint-Dizier**

---

12 RUE DE LA COMMUNE DE PARIS – 52100 SAINT-DIZIER

**C.C.T.P LOT 03 – PLOMBERIE - SANITAIRE  
DCE**

V2 - Date de diffusion janvier 2025

---



**Mise en accessibilité du tribunal de  
proximité de Saint-Dizier**

## MAITRISE D'OUVRAGE :

---



**MINISTÈRE  
DE LA JUSTICE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**DEPARTEMENT IMMOBILIER  
DELEGATION INTERREGIONALE DU  
SECRETARIAT GENERAL GRAND CENTRE**  
4 rue Léon Mauris  
CS 17724  
21077 DIJON

**Sabine BOTTON**  
Chargée d'opérations  
**T 30 80 28 88 07 - P 06 30 65 76 89**  
@ [sabine.botton@justice.gouv.fr](mailto:sabine.botton@justice.gouv.fr)

## MAITRISE D'ŒUVRE :

---



**ALTEREA SIEGE ET AGENCE EST**  
Tour Europe  
20 place des Halles  
67000 Strasbourg  
T 03 88 52 26 01

**Louis MARHIC**  
Chef de projet  
**T 07 57 48 63 41**  
@ [lmahric@alterea.fr](mailto:lmahric@alterea.fr)

## SUIVI DU DOCUMENT :

---

Indice	Date	Modifications	Rédaction	Vérification	Validation
1	09/10/2024	Version initiale	DDEL	EDMA	LOMA
2	Janvier 2025	Coordonnées du CSPS			

---

*[contact@alterea.fr](mailto:contact@alterea.fr) – [www.alterea.fr](http://www.alterea.fr)*

---

**Agence Ouest (siège)**  
26 bd Vincent Gâche CS 17502  
44275 Nantes Cedex 2  
**T 02 40 74 24 81**  
**f 02 51 84 16 33**

**Agence de Paris**  
23 Avenue d'Italie  
75013 Paris  
**T 01 46 28 31 89**  
**f 02 51 84 16 33**

**Agence Nord**  
21 rue Pierre Mauroy  
59000 Lille  
**T 03 59 54 21 08**  
**f 02 51 84 16 33**

**Agence Sud-Ouest**  
Parvis Louise Armand CS 21912  
33082 Bordeaux  
**T 05 56 64 42 51**  
**f 02 51 84 16 33**

**Agence Sud – Est**  
19 Rue de la Villette  
69003 Lyon  
**T 04 87 24 90 75**  
**f 02 51 84 16 33**

**Agence Est**  
20, Place des Halles  
67000 Strasbourg  
**T 02 51 84 16 33**  
**f 02 51 84 16 33**

# SOMMAIRE

<b>3</b>	<b>LOT 03 : PLOMBERIE - SANITAIRE – SITE OCCUPE</b>	<b>5</b>
<b>3.1</b>	<b>PRESCRIPTIONS COMMUNES</b>	<b>5</b>
3.1.1	PRESENTATION DU PROJET	5
3.1.1.1	Coordonnées des intervenants	5
3.1.1.1.1	Contrôleur technique	5
3.1.1.1.2	Coordinateur SPS	5
3.1.1.2	Présentation de l'ensemble immobilier	5
3.1.1.2.1	Coordonnées du site	5
3.1.1.2.2	Vue aérienne du site	6
3.1.1.2.3	Présentation de l'ensemble immobilier	6
3.1.1.2.4	Classement incendie	6
3.1.1.2.5	Acoustique	6
3.1.1.3	Programme de travaux	6
3.1.2	TRAVAUX EN PRESENCE D'AMIANTE ET DE PLOMB	8
3.1.2.1	Amiante	8
3.1.2.2	Plomb	8
3.1.3	TRAVAUX EN SITE OCCUPE	8
3.1.3.1	Déplacement du mobilier	8
3.1.3.2	Nettoyage du chantier	9
3.1.3.3	Maintien des accès pendant les travaux	9
3.1.4	INSTALLATIONS COMMUNES ET ORGANISATION DU CHANTIER	9
3.1.5	OBLIGATIONS GENERALES DE L'ENTREPRISE	9
3.1.5.1	Sécurité des personnes	9
3.1.5.2	Protection des ouvrages	9
3.1.5.3	Gestion des déchets de chantier	11
3.1.5.4	Normes et réglementations	11
3.1.5.5	Prise de connaissance du projet	11
3.1.5.6	Responsabilité et obligation de l'entreprise soumissionnaire	12
3.1.5.7	Réunion de chantier	13
3.1.5.8	Responsable de chantier	13
3.1.5.9	Choix des matériaux	13
3.1.5.10	Déclaration environnementale des matériaux	14
3.1.5.11	Garanties	14
3.1.5.11.1	Garantie de parfait achèvement d'un an	14
3.1.5.11.2	Garantie biennale pour les équipements	14
3.1.5.11.3	Garantie décennale pour les éléments touchant à la pérennité de l'ouvrage	15
3.1.5.12	Gestion des nuisances de chantier	15
3.1.5.13	Qualifications	15
3.1.5.14	Autocontrôle	16
3.1.5.15	Préparation de chantier	16
3.1.5.15.1	Documents d'exécution – Notes de calcul	16
3.1.5.15.2	Mise à disposition d'échantillon	16
3.1.5.16	Calculs d'exécution	16
3.1.5.17	Procédure qualité	17

3.1.5.18	Perméabilité à l'air.....	17
3.1.5.19	Règles générales applicables.....	17
3.1.5.20	Normes et réglementation .....	17
<b>3.2</b>	<b>SPECIFICATIONS TECHNIQUES DETAILLEES .....</b>	<b>20</b>
3.2.1	BASE DE CALCULS ET DE MISE EN ŒUVRE POUR LA PLOMBERIE-SANITAIRE .....	20
3.2.2	TRAVAUX SUR AMIANTE .....	22
3.2.3	DOCUMENTS D'EXECUTIONS .....	22
3.2.3.1	Travaux de Plomberie .....	22
3.2.3.2	Mise en services, contrôles, essais et réglages.....	23
<b>3.3</b>	<b>TRAVAUX DE PLOMBERIE SANITAIRE .....</b>	<b>23</b>
3.3.1	CUISINE .....	23
3.3.1.1	Travaux préparatoires .....	23
3.3.1.2	Appareils.....	24
3.3.1.2.1	Evier cuisine PMR.....	24
3.3.1.2.2	Robinetterie évier PMR .....	24
3.3.2	SANITAIRES.....	25
3.3.2.1	Travaux préparatoires .....	25
3.3.2.2	Appareils sanitaires.....	25
3.3.2.2.1	Cuvette WC PMR.....	25
3.3.2.2.2	Lavabo PMR .....	26
3.3.2.2.3	Mitigeur lavabo PMR.....	26
3.3.2.2.4	Miroir.....	27
3.3.3	DEGAGEMENT .....	27

### 3 LOT 03 : PLOMBERIE - SANITAIRE – SITE OCCUPE

#### 3.1 PRESCRIPTIONS COMMUNES

Ce chapitre décrit les spécifications générales communes à tous les travaux, ainsi que les installations de chantier.

**L'entreprise doit en prendre connaissance et intégrer à son offre les frais correspondants.**

**Les travaux auront lieu en site occupé. Les contraintes en découlant sont décrites à ce chapitre.**

##### 3.1.1 Présentation du projet

###### 3.1.1.1 Coordonnées des intervenants

###### 3.1.1.1.1 Contrôleur technique

 <b>SOCOTEC</b>	<b>SOCOTEC</b>
<b>Nom</b>	Mathieu JEHOULET
<b>Téléphone</b>	06 17 57 73 32
<b>E-mail</b>	mathieu.jehoulet@socotec.com

###### 3.1.1.1.2 Coordinateur SPS

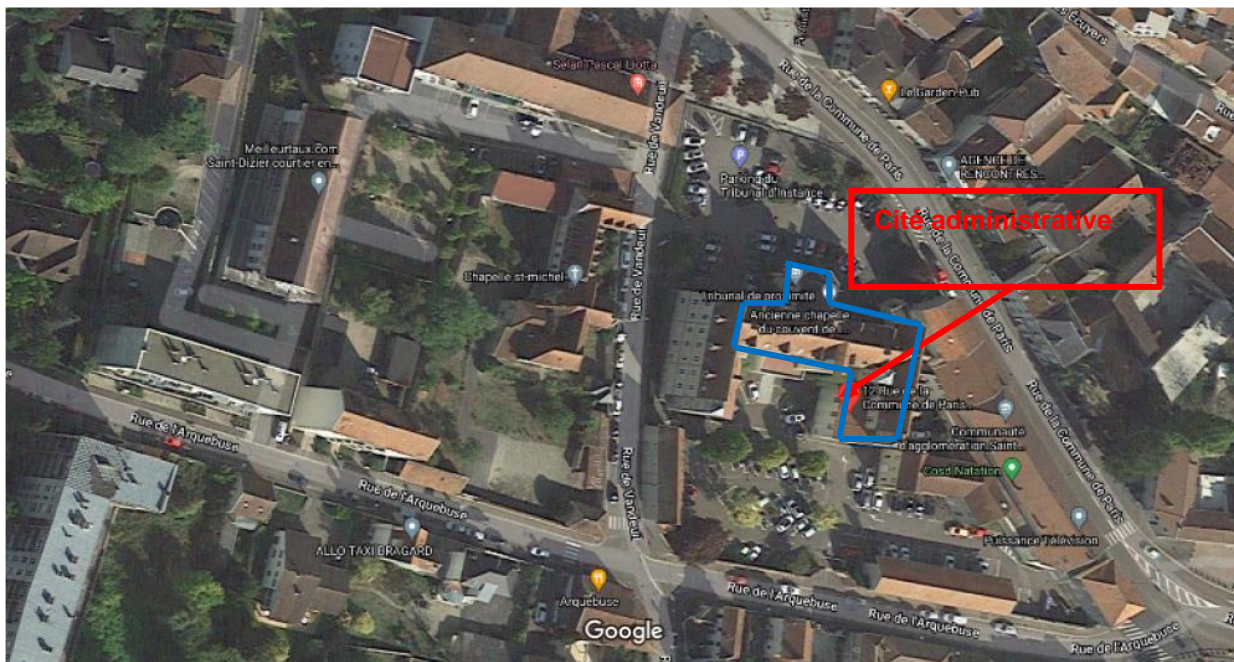
Quentin DELPECH  
 Coordonnateur Sps  
 +33 7 61 69 18 96  
 +33 3 26 36 76 00  
 QUALICONSULT SECURITE  
 2 Rue Léon Patoux, Bât. D  
 51100 REIMS


###### 3.1.1.2 Présentation de l'ensemble immobilier

###### 3.1.1.2.1 Coordonnées du site

Fiche d'identité	
Nom du site	TRIBUNAL DE PROXIMITE
Adresse	12 rue de la Commune de Paris 52100 SAINT-DIZIER
Période d'ouverture	Toute l'année
Année de construction	La maitrise d'œuvre n'a pas reçu de donnée précise à ce sujet

### 3.1.1.2.2 Vue aérienne du site



Description	Surface
 Emprise occupée par le tribunal de proximité	
1ère étage	505,20 m² SHON
Rez-de-chaussée	586,93 m² SHON

### 3.1.1.2.3 Présentation de l'ensemble immobilier

Les locaux du tribunal de proximité sont hébergés au sein de la cité administrative de la mairie de Saint-Dizier.

Ces locaux occupent une partie du RDC et du 1<sup>er</sup> étage où se trouve l'accueil.

Le bâtiment comprend un sous-sol partiel, un rez-de-chaussée et un 1<sup>er</sup> étage

### 3.1.1.2.4 Classement incendie

Suivant l'arrêté du 13 janvier 2004, le bâtiment est un ERP de type W de 5<sup>ème</sup> catégorie.

Les bureaux non accessibles au public sont soumis au code du travail.

### 3.1.1.2.5 Acoustique

Suivant rapport d'étude acoustique établi par la société OREFA Acoustique en date du 20/09/2021.N° Rapport : RAP1-A2106-024-01

### 3.1.1.3 Programme de travaux

Le programme, résumé ci-après, est alloti comme suit :

- LOT 01 – second œuvre
- LOT 02 – désamiantage
- LOT 03 – plomberie sanitaire
- LOT 04 - électricité

## **REZ DE CHAUSSEE**

### **SALLE D'AUDIENCE**

- Mise en conformité de la porte d'accès
- Traitement acoustique de la salle
- Mise en place de rampe d'accès amovible aux estrades
- Remplacement de l'ensemble des revêtements muraux + travaux de peinture nécessaire

### **CHAMBRE DU CONSEIL – SALLE D**

- Mise en conformité de la porte d'accès + travaux de peinture nécessaire

### **SALLE D'ATTENTE**

- Mise en place de bandes contrastées sur porte en verre

### **SALLE DE RDV AEM**

- Remplacement de la porte + travaux de peinture nécessaire

## **R+1**

### **ACCUEIL TRIBUNAL**

- Mise en conformité de la porte d'accès
- Mise en conformité du guichet d'accueil
- Reprise du revêtement de sol souple
- Dépose et repose de faux plafond pour les besoins des travaux d'électricité

### **CUISINE**

- Mise en conformité de la porte d'accès
- Cheminement vers cuisine, mise en place d'une mousse contractée pour prévenir d'un obstacle
- Adaptation des meubles de cuisine et mise en place d'un évier adapté PMR
- Mise en place d'une nouvelle crédence
- Reprise du revêtement de sol souple
- Travaux de peinture nécessaire

### **BUREAU CHEF DE GREFFE**

- Mise en conformité de la porte d'accès + travaux de peinture nécessaire

### **BUREAU SECRETARIAT**

- Mise en conformité de la porte d'accès + travaux de peinture nécessaire

### **BUREAU MAGISTRAT**

- Mise en conformité de la porte d'accès (largeur + phonique)
- Suppression du SAS car aire de manœuvre non conforme + reprise du revêtement de sol souple
- Travaux de peinture nécessaire

### **SANITAIRES**

- Création d'un WC PMR
- Mise en conformité de la porte d'accès,
- Pose d'un revêtement de sol souple
- Travaux de peinture nécessaire

### 3.1.2 Travaux en présence d'amiante et de plomb

#### 3.1.2.1 Amiante

Cette réhabilitation intègre des travaux à proximité et sur des matériaux amiantés. Les rapports de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux, sont annexés au présent marché. L'entreprise doit en prendre connaissance **et intégrer toutes les sujétions relatives à ces travaux dans son offre.**

Le RAAT a été réalisé par la société ADX EXPERTISE en date du 06/09/2021.

**L'entreprise travaillant à proximité de matériaux amiantés, au désamiantage ou à l'encapsulage de ceux-ci devra, conformément à la réglementation :**

- Justifier de la formation de son personnel,
- Justifier de la qualification de l'entreprise et des salariés du chantier, en sous-section 3 ou 4 selon les travaux à effectuer conformément à l'arrêté du 23/02/2012.

**Ces justifications devront obligatoirement être intégrées à l'offre de l'entreprise.**

**L'entreprise devra la réalisation de tous les modes opératoires/plans de retrait nécessaires aux travaux.**

#### **Synthèse des DAAT :**

Cuisine au 1<sup>er</sup> étage : présence d'amiante dans la colle non bitumineuse et ragréage des revêtements de sols

Magistrat au 1<sup>er</sup> étage : présence d'amiante dans la peinture et enduits à base de plâtre sur cloison

Sanitaires au 1<sup>er</sup> étage : présence d'amiante dans le complexe carrelage+ colle + ragréage et présence d'amiante dans la peinture et enduits à base de plâtre sur les murs

#### 3.1.2.2 Plomb

**Un rapport plomb avant travaux a été réalisé par la société ADX EXPERTISE en date du 06/09/2021**  
**Aucun revêtement plombé n'a été relevé par le diagnostiqueur.**

### 3.1.3 Travaux en site occupé

**Les travaux sont effectués en site occupé. L'entrepreneur devra organiser son chantier de manière à maintenir l'accès sécurisé pendant toute la durée des travaux**

**L'entreprise est responsable de la sécurité des usagers pendant son intervention. Elle devra notamment le balisage de la zone d'intervention. Toutes dégradations des locaux ou mobiliers, provoquées par les travaux devront être pris en charge par l'attributaire du présent marché.**

**L'entreprise devra l'identification du personnel intervenant sur le chantier avec badge et registre quotidien du personnel, cela s'appliquera également aux entreprises sous-traitantes.**

**L'entreprise devra fournir les pièces d'identité des personnes qui interviendront sur le chantier.**

#### 3.1.3.1 Déplacement du mobilier

L'entreprise doit le déplacement du mobilier gênant les travaux, pas de leur contenu. Les usagers devront au préalable avoir vidé l'ensemble des meubles présents dans les pièces concernées par les travaux.

A la charge de l'entreprise de les déplacer et de les remettre en place après travaux.



### 3.1.3.2 Nettoyage du chantier

Les locaux devront être rangées et nettoyées chaque soir avant le départ de l'équipe de pose. L'entreprise devra laisser les locaux dans lesquels elle est intervenue en parfait état de propreté.

S'il est considéré que les travaux de nettoyage n'ont pas été convenablement exécutés, un délai de 24h sera donné pour remédier à cet état. A l'expiration de ce délai, faute d'un nettoyage satisfaisant, il sera fait appel à une société de nettoyage dont la facture sera à la charge exclusive de l'entreprise responsable.

### 3.1.3.3 Maintien des accès pendant les travaux

**L'ensemble des accès aux différents locaux, l'ensemble des parties communes, et les ascenseurs devront être maintenus pendant toute la durée des travaux.**

## 3.1.4 Installations communes et organisation du chantier

A la charge du lot 01.

## 3.1.5 Obligations générales de l'entreprise

### 3.1.5.1 Sécurité des personnes

**L'entreprise doit l'ensemble des éléments nécessaires pour assurer la sécurité des personnes, qu'elles soient de l'entreprise, mais également des occupants et des passants à proximité du chantier. L'entreprise dispose sur ce sujet d'une obligation de résultat, et devra proposer les modes opératoires adaptés.**

**L'entreprise a également le devoir d'alerter si elle constate une anomalie ou un risque quelconque pour les personnes. (Suspicion d'amiante non prélevée, risque de chutes, manque de balisage, risques pour les occupants etc...)**

**Les interventions comprenant un risque de chute en cours d'intervention, seront anticipées et il sera mis en place préalablement toutes les protections nécessaires, provisoires ou définitives. Une attention toute particulière sera prévue pour condamner l'accès aux usagers pendant l'intervention.**

**Tous les accès pompiers devront être maintenus libres pendant les interventions de l'entreprise. A aucun moment les escaliers ou les halls ne pourront être totalement condamné.**

L'entreprise devra se conformer aux règles d'hygiène et de sécurité pour la protection de la santé, conformément à la loi 93.14.18 du 31 décembre 1993, du décret d'application 94.11.59 du 26 décembre 1994 et de l'arrêté du 7 mars 1995 relatif à la déclaration préalable.

Elle devra également se conformer au Plan Général de Coordination (P.G.C.), rédigé par le Coordonnateur SPS et transmis dans le Dossier de Consultation des Entreprises.

L'entreprise est tenue de répondre à l'ensemble des demandes du coordonnateur SPS de l'opération, afin d'assurer la sécurité de l'ensemble des intervenants.

Une attention sera appelée sur la nécessité de prendre toutes les dispositions utiles, n'entraînant aucun risque pour les abords, la protection des installations électriques provisoires, le balisage des cheminements, la protection aux chutes, vis-à-vis des gravats, etc....

### 3.1.5.2 Protection des ouvrages

**L'entrepreneur devra assurer la protection des ouvrages jusqu'à la réception. L'entrepreneur est responsable de la protection de ses ouvrages, ainsi que de la protection des effets des usagers**

**L'entrepreneur est responsable du maintien en parfait état de la structure du bâtiment pendant son intervention. Il doit prévoir dans son offre toutes les sujétions à ce titre : étaielements, etc....**

Pour la réception, toutes ces protections devront avoir été enlevées par l'entrepreneur.

### ***Protection des ouvrages***

Lors de toute exécution de travaux dans l'existant, l'entrepreneur devra prendre toutes dispositions et toutes précautions utiles pour assurer dans tous les cas la conservation sans dommages des ouvrages existants. L'entreprise aura à sa charge toutes les sujétions nécessaires pour protéger les effets personnels des usagers pendant la durée des travaux. Les locaux devront être rendus aux usagers en parfait état et le mobilier remis en place.

Ces prescriptions s'entendent tant pour les locaux dans lesquels sont réalisés des travaux que pour ceux utilisés pour le passage des ouvriers, l'approvisionnement des matériaux et la sortie des gravois.

Chaque livraison sera réceptionnée et stockée dans un endroit sûr avant la pose. L'entreprise est responsable du stockage des éléments livrés. L'entreprise aura à sa charge toutes les sujétions nécessaires pour protéger les zones de travaux pendant la durée des travaux. Les lieux devront être rendus en parfait état. L'entreprise aura à leur charge toutes les sujétions nécessaires pour protéger les abords et les parties communes. Ils devront être rendus en parfait état à la fin des travaux.

### ***Mesures de conservation des ouvrages existants***

Les protections à mettre en place seront fonction de la nature et de l'importance des travaux et de l'état de conservation des existants.

Ils pourront être selon le cas des planches et bâches de protection, des garde-gravois, des recouvrements par films plastiques, des écrans anti-poussières, des films verticaux collés et tous autres dispositifs s'avérant nécessaires. L'entrepreneur devra mettre en place les protections nécessaires pour l'exécution de ses propres ouvrages.

Toutes ces protections devront être efficaces et devront être maintenues pendant toute la durée nécessaire. Le Maître d'Œuvre se réserve toutefois le droit, si les dispositions prises par l'entreprise lui semblent insuffisantes, d'imposer des mesures de protection complémentaires.

L'entreprise devra protéger les revêtements muraux et revêtements de sols. Ces revêtements devront être totalement recouverts, tant dans les locaux touchés par les travaux que dans ceux utilisés pour le passage ponctuel des ouvriers.

En tout état de cause, les dispositions à prendre devront être telles que les ouvrages existants conservés puissent être restitués en fin de travaux dans le même état que lors de la mise à disposition de l'entreprise en début de travaux.

Dans le cas contraire, l'entrepreneur aura à sa charge tous les frais de remise en état qui s'avéreront nécessaires.

### ***Travaux de dépose***

Les travaux de dépose devront être réalisés avec soin pour éviter toutes dégradations aux ouvrages contigus conservés.

Ces travaux comprendront implicitement tous travaux annexes et accessoires nécessaires pour permettre la dépose tels que descellements, démontage de pattes ou autres accessoires de fixation, coupements, hachements, etc.

Les méthodes et moyens de dépose sont laissés au choix de l'entrepreneur qui devra les définir en fonction de la nature de l'ouvrage à déposer, de son emplacement, de son environnement et de toutes autres conditions particulières rencontrées.

### ***Matériaux et matériels de récupération***

Le Maître d'Ouvrage aura toujours la possibilité de récupérer certains matériels, matériaux et équipements en provenance des déposes et démolitions. Ces matériels, matériaux et équipements sont, le cas échéant, définis au début des travaux.

### 3.1.5.3 Gestion des déchets de chantier

**L'entrepreneur doit l'évacuation de ses déchets et gravats. Aucun stockage de déchet ne doit être réalisé en partie commune, ni dans les locaux. L'entrepreneur doit évacuer ses déchets des bâtiments chaque soir. Les déchets pourront uniquement être mis en attente dans la zone de stockage du chantier dans des bennes ou bungalows prévus à cet effet.**

L'Entrepreneur devra se conformer aux obligations suivantes :

- Tri 7 flux fractions minérales, bois, plâtre, métal, verre, plastique, papier (décret n°2021950 du 16 juillet 2021)
- Traçabilité des déchets (Décret n°2021-321 du 25/03/2021)

Il est formellement interdit de jeter les gravats par les ouvertures en façades, ils devront toujours être sortis soit par goulotte, soit en sacs ou par seaux.

L'entreprise devra fournir à la maîtrise d'ouvrage/maîtrise d'œuvre les BSDA et les récépissés de dépose de tous les autres déchets de son présent lot afin d'assurer leur évacuation dans le respect du cadre réglementaire de traitement des déchets.

NB : Il conviendra à l'entreprise de se conformer au décret du 18 avril 2002 comportant, d'une part, la Décision 2001/573/CE qui établit la liste des déchets et, d'autre part, la Directive 91/689/CE qui définit un déchet dangereux.

### 3.1.5.4 Normes et réglementations

Tous les travaux seront exécutés dans les règles de l'art. Ils seront conformes aux :

<b>Textes législatifs et réglementaires</b>	Codes, lois, ordonnances, arrêtés, décrets, circulaires, ...
<b>DTU et règles de calculs</b>	Cahiers des clauses techniques (CCT), cahiers des clauses spéciales (CCS), et règles de calculs DTU.
<b>Normes européennes et françaises</b>	Normes publiées par l'AFNOR (Association Française de Normalisation)
<b>Textes techniques</b>	Documents généraux d'avis techniques, cahiers des prescriptions techniques (CPT), solutions techniques, classements, certifications, ...

Les travaux ne répondant pas strictement à ces conditions seront refusés et devront être repris. Dans le cas où de nouveaux règlements entreraient en vigueur au cours des travaux, l'entreprise sera tenue d'en référer par écrit au Maître d'Ouvrage et au Maître d'Œuvre.

Pour tous les matériaux et produits concernés par la réglementation Sécurité incendie, l'entrepreneur devra assurer et garantir une mise en œuvre répondant strictement aux conditions et prescriptions stipulées dans le PV d'essai au feu du matériau ou produit concerné.

L'entreprise est tenue de répondre à l'ensemble des demandes du contrôleur technique de l'opération afin de justifier la conformité réglementaire des travaux.

### 3.1.5.5 Prise de connaissance du projet

**Une visite du site sera organisée par la Maitrise d'Ouvrage.**

L'entreprise sera réputée avoir une connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque matière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

Dans le cas où des modifications à l'installation actuelle, autres que celles décrites, sont indispensables à la mise en conformité avec les règlements actuels, les travaux nécessaires seront prévus et apparaîtront clairement dans l'offre.

Par le seul fait de soumissionner, l'entrepreneur reconnaît qu'il a une parfaite connaissance du projet. Outre le C.C.T.P, l'entreprise devra se conformer aux dispositions indiquées dans le C.C.A.P.

L'énumération et la description des ouvrages, telles qu'elles figurent dans les devis descriptifs, ne présentent donc aucun caractère limitatif et l'entreprise doit le complet et entier achèvement de ses ouvrages, même s'il a été omis de mentionner dans ces documents ou sur les plans, les fournitures et façons, accessoires indispensables à cet achèvement et au parfait fonctionnement des installations projetées et traitées à forfait.

Il ne pourra être admis aucune augmentation de prix ultérieure à la signature des marchés sous prétexte que le site n'a pas été visité. L'entreprise devra proposer un prix forfaitaire pour les DPGF fournis dans le dossier.

### 3.1.5.6 Responsabilité et obligation de l'entreprise soumissionnaire

Le présent marché est traité à prix global forfaitaire. Celui-ci doit être déterminé conformément aux plans et aux conditions du présent document.

Les offres seront présentées **en suivant le CDPGF** complété des prix unitaires (indispensable) dont les produits totalisés formeront le prix forfaitaire. **Les quantités sont indiquées à titre indicatif. L'entreprise est seule responsable des quantités indiquées dans son offre.**

L'entreprise pourra poser toutes les questions qu'elle jugera utile à la compréhension totale du dossier. Elle présentera une offre complète comprenant toutes les sujétions qu'elle juge nécessaires à la réalisation ainsi que les finitions, conformément au présent CCTP. Le marché comportera sans aucune exception tous les travaux accessoires nécessaires à la terminaison des ouvrages. L'entreprise doit signaler dans son offre par écrit toute omission, tout manque de concordance ou toute autre erreur qui aurait pu se glisser dans l'établissement des documents de consultation, faute de quoi il est réputé avoir accepté les clauses du dossier.

Le CCTP a pour objet de faire connaître le programme général de l'opération et de définir les travaux et de leur mode d'exécution. Il n'a pas de caractère limitatif. En conséquence, il demeure contractuellement convenu que, moyennant le prix porté sur l'acte d'engagement ou servant de base de marché, l'entrepreneur est tenu d'exécuter sans exception ni réserve l'intégralité des travaux, même non décrits et/ou quantifiés dans le dossier, nécessaire au parfait achèvement des ouvrages, en conformité avec les plans, les normes, les réglementations en vigueur et les règles de l'art contractuellement réputées comme connues.

Dans le cas où les stipulations du C.C.T.P ne correspondraient pas à celles des plans, notamment en ce qui concerne les dimensions, l'entrepreneur se doit d'envisager la solution la plus onéreuse. De ce fait, il ne peut réclamer aucun supplément en s'appuyant sur ce que la désignation mentionnée sur les plans d'une part, et sur le C.C.T.P d'autre part, pourrait présenter d'inexact, d'incomplet ou de contradictoire. Enfin, il est précisé que l'entrepreneur ne pourra arguer d'un oubli de localisation du C.C.T.P pour prétendre à supplément sur le prix forfaitaire de son marché, si l'ouvrage concerné figure aux plans.

En toute circonstance, l'entrepreneur demeure seul responsable de tous dommages ou accidents causés à des tiers, lors ou par suite de l'exécution des travaux résultant, soit de son propre fait, soit de son personnel.

L'entreprise doit vérifier et prendre sous son entière responsabilité, sans possibilité de modification du montant de son marché, le dimensionnement de l'ensemble de ses ouvrages ; les éléments pré dimensionnés du dossier de consultation n'étant qu'indicatifs.

Si cela s'avère indispensable, le Maître d'Œuvre se réserve la possibilité de modifier, après accord du Maître d'Ouvrage et en concertation avec le Titulaire du marché, des principes ou matériels définis dans le présent document.

La démolition de tous travaux reconnus défectueux par le Maître d'Œuvre et leur réfection jusqu'à satisfaction totale seront implicitement à la charge de l'entrepreneur, de même que tous frais de réfection des dégâts éventuels causés aux autres ouvrages et aucune prolongation de délai ne sera accordés.

#### 3.1.5.7 Réunion de chantier

L'entreprise prend l'engagement d'assister à toutes les réunions de chantier, périodiques ou non, auxquelles elle sera convoquée. Son représentant devra avoir pouvoir de décision et devra respecter impérativement les horaires de convocation. En aucun cas, cette personne ne pourra être remplacée par un représentant d'une entreprise sous-traitante.

Toute absence ou retard du représentant de l'entreprise, entraîne la responsabilité pleine et entière de l'entreprise, y compris pour les défaillances ou erreurs d'exécution pouvant faire suite à cette absence. En outre, il pourra être appliqué à l'entreprise, suivant proposition du Maître d'Œuvre au Maître d'Ouvrage, des pénalités.

Les observations éventuelles de l'entreprise sur les comptes rendus de chantier devront être faites par courrier au Maître d'œuvre dans un délai de 5 jours ouvrés.

#### 3.1.5.8 Responsable de chantier

L'entreprise doit avoir en permanence sur le chantier, à partir du moment où elle a commencé les travaux, un chef de chantier qualifié qui devra être agréé du Maître d'œuvre.

En cas d'absence du chef de chantier, l'entrepreneur (qui devra toujours avoir un représentant qualifié) n'en restera pas moins responsable de toutes les conséquences qui pourraient résulter de ces absences.

Le chef de chantier devra être capable de représenter valablement leur entreprise auprès du Maître d'œuvre et avoir tous pouvoirs pour régler sur place toutes les questions courantes de chantier.

Le Maître d'œuvre se réserve le droit de demander son remplacement par simple lettre recommandée à l'entrepreneur.

#### 3.1.5.9 Choix des matériaux

Les matériaux, produits et composants de construction devant être mis en œuvre seront toujours de première qualité, suivant indication de provenance et type du CCTP. Les matériaux quels qu'ils soient, ne devront en aucun cas présenter des défauts susceptibles d'altérer l'aspect des ouvrages ou de compromettre l'usage de la construction.

Tous les éléments qui présenteront des défauts (marques, rayures, défaut de planimétrie etc...) seront systématiquement remplacés aux frais de l'entrepreneur.

##### Avis Technique

Pour tous les matériaux et produits qui relèvent de la procédure de l' « Avis Technique », il ne pourra être mis en œuvre que des matériaux et produits ayant fait l'objet d'un Avis technique.

L'entrepreneur devra toujours fournir l'Avis technique en cours de validité pour les matériaux et produits concernés.

##### Marquage « NF »

Pour les matériaux et produits ayant fait l'objet d'une certification à la marque « NF », il ne pourra être mis en œuvre que des matériaux et produits admis à cette marque « NF ».

Tous les matériaux et produits concernés devront comporter un marquage normalisé avec les indications exigées.

### Agréments ou procès-verbaux d'essais

Les agréments ou procès-verbaux d'essais doivent être exigées de l'entrepreneur pour des produits ou procédés dits de « Technique non courante » ne faisant pas l'objet d'un Avis Technique ni de procédure ATEx. Ces agréments ou procès-verbaux d'essais doivent être délivrés par des organismes agréés.

#### 3.1.5.10 Déclaration environnementale des matériaux

L'Entreprise devra être en mesure de fournir aux Maître d'Ouvrage et Maître d'Œuvre les informations concernant les performances environnementales et sanitaires des produits de construction relatives à l'application de la norme NF P 01-010.

Il sera demandé aux Entreprise de fournir :

- La fiche de Déclaration Environnementale et Sanitaire (FDES) des produits de construction qu'ils présentent dans leurs offres, fiche présente sur la base de données INIES,
- Les résultats des tests d'émissions en COVT et formaldéhydes réalisés selon la norme ISO 16000-39 et conformes aux exigences du protocole AFSSET 2009 (COVT < 1000  $\mu\text{g}/\text{m}^3$  à 28 jours, formaldéhyde < 10  $\mu\text{g}/\text{m}^3$  pour une exposition long terme).

A défaut, quand ces documents n'existent pas pour un ou plusieurs produits, les informations concernant leurs performances environnementales, limitées aux seuls impacts sanitaires, seront au minimum connu de l'entreprise et disponibles dans une forme les situant par rapport aux exigences des normes NF P 01-010 et ISO 16000-39.

#### 3.1.5.11 Garanties

A compter de la date de réception, l'entreprise doit les garanties suivantes :

##### *3.1.5.11.1 Garantie de parfait achèvement d'un an,*

L'entreprise restera engagée durant un an à compter de la réception. L'entreprise doit durant cette période la mise au point des installations techniques pour assurer la performance énergétique et fonctionnelle attendue des équipements mis en place.

La méthodologie de suivi des réclamations après réception sera la suivante :

- Réception des réclamations par la Maîtrise d'Ouvrage et enregistrement si le désordre est confirmé.
- A l'enregistrement d'une réclamation par la Maîtrise d'Ouvrage, envoi d'un courrier à l'entreprise avec demande d'intervention sous 15 jours, avec copie à la Maîtrise d'Œuvre.
- Envoi d'un courrier de relance si aucune intervention n'a eu lieu dans le délai des 15 jours après le courrier initial.
- Envoi d'un courrier de mise en demeure si aucune intervention n'a eu lieu dans le délai des 15 jours après la relance.

Une visite de fin de parfait achèvement sera organisée par le Maître d'Œuvre au plus tard la 1<sup>ère</sup> semaine du 11<sup>ème</sup> mois après la réception. L'entreprise sera convoquée par courrier recommandé et devra répondre présent lors de la visite. Des quitus d'intervention seront établis sur site lors de la visite des équipements et installations concernés et devront être signés par tous.

##### *3.1.5.11.2 Garantie biennale pour les équipements,*

L'entreprise restera engagée durant deux ans à compter de la réception. L'entreprise devra réparer ou remplacer les éléments d'équipement qui ne fonctionnent pas correctement pendant les 2 années qui suivent la réception des travaux.

La méthodologie de suivi des réclamations après réception sera la suivante :



- Réception des réclamations par la Maîtrise d'Ouvrage et enregistrement si le désordre est confirmé.
- A l'enregistrement d'une réclamation par la Maîtrise d'Ouvrage, envoi d'un courrier à l'entreprise avec demande d'intervention sous 15 jours, avec copie à la Maîtrise d'Œuvre.
- Envoi d'un courrier de relance si aucune intervention n'a eu lieu dans le délai des 15 jours après le courrier initial.
- Envoi d'un courrier de mise en demeure si aucune intervention n'a eu lieu dans le délai des 15 jours après la relance.

Des quitus d'intervention seront établis sur site lors de la visite des équipements et installations concernés et devront être signés par tous.

En cas de désaccord, la juridiction compétente sera saisie.

#### 3.1.5.11.3 Garantie décennale pour les éléments touchant à la pérennité de l'ouvrage.

La maîtrise d'ouvrage bénéficie de la garantie décennale pendant les 10 années qui suivent la réception. Cette garantie impose à l'entreprise de réparer les dommages :

- Qui compromettent la solidité du bâti
- Qui rendent la construction impropre à sa destination

La méthodologie de suivi des réclamations après réception sera la suivante :

- Réception des réclamations par la Maîtrise d'Ouvrage et enregistrement si le désordre est confirmé.
- A l'enregistrement d'une réclamation par la Maîtrise d'Ouvrage, envoi d'un courrier à l'entreprise avec demande d'intervention sous 15 jours, avec copie à la Maîtrise d'Œuvre.
- Envoi d'un courrier de relance si aucune intervention n'a eu lieu dans le délai des 15 jours après le courrier initial.
- Envoi d'un courrier de mise en demeure si aucune intervention n'a eu lieu dans le délai des 15 jours après la relance.
- Signalement du désordre auprès de l'assurance construction dommages-ouvrage par lettre recommandée

Des quitus d'intervention seront établis sur site lors de la visite des équipements et installations concernés et devront être signés par tous.

En cas de désaccord, la juridiction compétente sera saisie.

#### 3.1.5.12 Gestion des nuisances de chantier

Une sensibilisation des équipes devra être organisée sur ce sujet en présence du Maître d'Ouvrage, Maître d'œuvre et coordinateur SPS avant le démarrage de chantier.

L'entreprise devra organiser son chantier avec un objectif commun visant à :

- Limiter de la pollution de l'air
- Limiter les poussières
- Maîtriser l'ambiance sonore
- Gérer les déchets
- Maîtriser des perturbations causées aux occupants et au voisinage

#### 3.1.5.13 Qualifications

Les entreprises soumissionnaires devront fournir avec leurs offres de prix, les attestations de qualifications professionnelles requises pour l'exécution des travaux du projet.

Les entreprises devront présenter leurs certifications **QUALIBAT** ou à défaut des références démontrant le niveau de qualification requis correspondant aux ouvrages objet du présent CCTP.

Il va sans dire que l'ensemble des attestations de qualifications de l'entreprise soumissionnaire soient en cours de validité au moment du dépôt des offres et pendant toute la durée du chantier.

#### 3.1.5.14 Autocontrôle

Le contrôle qualité en cours de réalisation a pour objet de vérifier la conformité de la construction avec les spécifications préétablies. Les contrôles à réaliser sont issus d'une analyse des modes de défaillance. L'ensemble des contrôles sont réalisés directement par l'entreprise dans une démarche d'autocontrôle. Un modèle écrit présentant les points de contrôle sera à transmettre au Maître d'œuvre pour validation. L'ensemble des fiches d'autocontrôle sera annexé au DOE.

#### 3.1.5.15 Préparation de chantier

##### 3.1.5.15.1 Documents d'exécution – Notes de calcul

L'entreprise aura à sa charge toutes les études d'exécution permettant une parfaite mise en œuvre des ouvrages. L'entreprise a pour obligation d'établir ses plans d'exécution et ses notes de calcul, ainsi que tous détails et études particulières, en complément des documents fournis dans le Dossier de Consultation des Entreprises.

Tous les documents seront mis à disposition du Maître d'Œuvre pour visa au maximum 15 jours avant la fin de la période de préparation. Toute exécution prématurée, faute d'avoir en temps utile soumis les plans à l'approbation du Maître d'Œuvre, s'effectuerait sous la seule responsabilité de l'entreprise et les modifications qui pourraient lui être demandées seraient entièrement à sa charge, y compris les conséquences du retard sur le planning d'exécution des travaux.

##### 3.1.5.15.2 Mise à disposition d'échantillon

L'entreprise devra tous les échantillons de matériels nécessaires au choix du Maître d'Ouvrage pour accord.

#### 3.1.5.16 Calculs d'exécution

L'entreprise est tenue de :

- Exécuter les travaux conformément aux normes et règles en vigueur, aux règles d'urbanisme, et aux documents et plans joints au présent marché ;
- Vérifier les côtes et les altimétries avant fabrication en atelier ou sur chantier ou passage de la commande ;
- Mettre en œuvre l'ensemble des supports ;
- Fournir et mettre en œuvre tous matériaux et matériels nécessaires à la bonne exécution des travaux ;
- Prévoir le transport de ses ouvrages, matériaux et matériels, leur déchargement et leur stockage dans une zone prévue à cet effet étant entendu qu'une concertation préalable des autres marchés devra avoir lieu pour la bonne gestion des espaces mis à disposition pour le stockage ;
- Prévoir les moyens de levage, de montage, de pose et de dépose pour la mise en place de ses ouvrages, les échafaudages nécessaires à la mise en œuvre de ses installations ;
- D'assurer la sécurité des personnes sur ses ouvrages ;
- D'assurer la sécurité du bâti et de son environnement sur ses ouvrages ;
- Nettoyer ses propres déblais et déchets, y compris leur évacuation ;
- Faire la préparation des ouvrages et équipements pour leur réception, l'exécution des essais de réception, la mise en service des ouvrages dans leur parfait état de fonctionnement ;
- La protection de ses ouvrages dont elle est responsable jusqu'à la réception du chantier ;



- Fournir tous certificats, fiches techniques des produits pour validation par le Maître d'Ouvrage et Maître d'œuvre ;
- Réaliser le dossier des ouvrages exécutés ;
- Garantir ses ouvrages.

L'entreprise devra exécuter tous les travaux et fournitures nécessaires à une parfaite finition de ses ouvrages.

#### 3.1.5.17 Procédure qualité

Afin de garantir la parfaite qualité de son intervention, l'Entrepreneur devra :

- Fournir une attestation du fabricant après visite du chantier par celui-ci de la bonne mise en œuvre de son matériel ;
- Réceptionner les ouvrages en présence du fabricant avec rédaction d'un rapport d'essais visé et tamponné par l'ensemble des parties (Entreprise, Fabricant, Maître d'œuvre, Contrôleur technique, maître d'ouvrage...).

#### 3.1.5.18 Perméabilité à l'air

Le titulaire du lot devra comme stipulé au CCTP, les calfeutrements et les rebouchages de tous les éléments susceptibles de créer des infiltrations lors de la réalisation de ces travaux :

- Étancher les fourreaux de sorties de dalle ou de cloison.
- Reboucher les percements en cloison au niveau des sorties de canalisations ;
- Joint polymérisant sur le jeu éventuel subsistant entre le conduit et la structure du bâtiment ;
- Bouchon type Arnould retirable pour ré-aiguiller la canalisation sur le jeu subsistant entre les conduits et les conducteurs ;
- Boitier d'encastrement adapté.

L'entreprise titulaire du lot est tenue de l'étanchéité de ses ouvrages.

#### 3.1.5.19 Règles générales applicables

Les travaux, fournitures et équipements devront satisfaire aux règles imposées par les textes réglementaires et techniques en vigueur. En raison de leur nombre et de leur volume, la liste détaillée ci-dessous n'est pas exhaustive. Toutefois, parmi ceux-ci, il y a lieu de citer :

- Le code de la construction et de l'habitation ;
- Le règlement sanitaire départemental type ;
- Les Documents Techniques Unifiés (DTU) : cahier des charges, cahiers des clauses techniques, mémentos, règles et méthodes de calcul ;
- Les Avis Techniques du C.S.T.B ;
- Les directives UEA ;
- Les normes AFNOR ;
- Les spécifications du REEF ;
- Les règlements municipaux ;
- Le décret n° 65-48 du 08/01/1965 et textes d'application, concernant l'hygiène et la sécurité dans les travaux de bâtiment, travaux publics et tous autres travaux concernant les immeubles réhabilités ;
- Le décret n° 94-1159 du 26/12/1994, relatif à la coordination en maîtrise de sécurité et de la protection de la santé, modifiant le code du travail ;
- Le décret n° 96-68 du 07/02/1996 et ses arrêtés d'application, concernant les règles de protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation des poussières d'amiante ;
- De façon globale : les règles de l'art du corps de métier.

#### 3.1.5.20 Normes et réglementation

Tous les travaux seront exécutés dans les règles de l'art. Ils seront conformes aux :

<p><i>Textes législatifs et réglementaires</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Décret n° 2010-1016, 2010-17, 2010-18, 2010-118 article R4215-1 à 17, article R4226-1 à 21, R4544-1 à R4544-11 du code du travail relatif à la protection des travailleurs ;</li> <li>• Arrêté du 19 avril 2012 relatif aux normes d'installation intéressant les installations électriques des bâtiments recevant des travailleurs, pris en application des articles R. 4215-14 et R. 4215-15 du code du travail (J.O du 2 mai 2012) ;</li> <li>• Arrêté du 20 avril 2012 relatif au dossier technique des installations électriques des bâtiments destinés à recevoir des travailleurs, pris en application de l'article R. 4215-2 du code du travail (J.O du 2 mai 2012) ;</li> <li>• Arrêté du 19 décembre 2011 relatif aux circuits électriques mis en œuvre dans le soudage électrique à l'arc et par résistance et dans les techniques connexes, pris en application de l'article R. 4226-11 du code du travail (J.O du 28 décembre 2011) ;</li> <li>• Arrêté du 20 décembre 2011 relatif aux appareils électriques amovibles et à leurs conditions de raccordement et d'utilisation, pris en application de l'article R. 4226-12 du code du travail (J.O du 27 janvier 2012) ;</li> <li>• Arrêté du 23 décembre 2011 relatif aux installations électriques des équipements de travail non soumis à des règles de conception lors de leur première mise en service (J.O du 29 décembre) ;</li> <li>• Arrêté du 26 avril 2012 relatif aux normes définissant les opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage ainsi que les modalités recommandées pour leur exécution, pris en application de l'article R. 4544-3 du code du travail (J.O du 5 mai 2012) ;</li> <li>• Les directives européennes Compatibilité Electromagnétique – CEM 89/336/CEE et basse tension 73/23/CEE ;</li> <li>• Décret du 14 novembre 1988 relatif à la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques ;</li> <li>• Arrêté du 31 janvier 1986 relatif à la protection contre l'incendie dans les bâtiments d'habitation ;</li> <li>• Décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des bâtiments aux personnes handicapées.</li> </ul>
<p><i>Normes européennes et françaises</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• NF C 13-200 : installations électriques Haute Tension ;</li> <li>• NFC 12-100 et additifs - Textes Officiels relatifs à la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques ;</li> <li>• NF C 14-100 - Installations de branchement à basse tension ;</li> <li>• NF C 15-100 et additifs - Installations électriques à basse tension ;</li> <li>• NF C 15-900 : mise en œuvre et cohabitation des réseaux de puissance et des réseaux de communication dans les installations des locaux d'habitation, du tertiaire et analogues ;</li> <li>• NF C 17-200 Installations d'éclairage extérieur ;</li> <li>• NF C 61-400, 61-420 et 63-120, concernant les disjoncteurs de protection contre les surintensités ;</li> <li>• NF C 77-200 relative au traitement de l'information ;</li> <li>• NF EN 60-570, NF EN 60-598- 2-2, NF EN 60-598 - 2 - 6, NF EN 60-742 relatives aux appareils d'éclairage.</li> </ul>
<p><i>Textes techniques</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• UTE C 90-125 « Spécifications techniques d'ensemble applicables aux réseaux de distribution par câbles pour signaux de télévision, signaux de radiodiffusion sonore et services interactifs » ;</li> <li>• UTE C 15-900 « Cohabitation entre réseaux de communication et d'énergie installation des réseaux de communication » ;</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• UTE C 15-103 Installations électriques à basse tension - Guide pratique - Choix des matériels électriques (y compris les canalisations) en fonction des influences externes ;</li> <li>• UTE C 15-105 « Détermination des sections de conducteurs et choix des dispositifs de protection » ;</li> <li>• UTE C 15-106 Installations électriques à basse tension et à haute tension - Guide pratique - Sections des conducteurs de protection, des conducteurs de terre et des conducteurs de liaison équipotentielle ;</li> <li>• UTE C 15-443 « Protection des installations électriques basse tension contre les surtensions d'origine atmosphérique ou dues à des manœuvres » ;</li> <li>• UTE C 15-520 « Canalisations : Mode de pose Connexions » ;</li> <li>• Guide SEQUELEC ;</li> <li>• Prescriptions du Consuel ;</li> <li>• Guide QUALITEL.</li> </ul>
DTU et règles de calculs	<ul style="list-style-type: none"> <li>• DTU 70 : Installation électriques des bâtiments.</li> </ul>

Les travaux ne répondant pas strictement à ces conditions seront refusés et devront être repris.

Si une modification de norme ou de règlement intervenait après la date d'établissement de l'étude d'appel d'offres (un mois avant la date de la présente consultation), il appartiendrait au titulaire, sous sa seule responsabilité, d'en informer le Maître d'Œuvre, par écrit, éventuellement avec accusé de réception (ou sur le compte rendu de chantier) en indiquant les conséquences techniques et financières résultant de cette modification.

Le Maître d'Œuvre soumettra alors la proposition, avec éventuellement l'avis motivé du bureau de contrôle, au Maître d'Ouvrage, qui prendra la décision nécessaire. Si cette décision était négative, l'installateur devrait demander notification par écrit.

## 3.2 Spécifications techniques détaillées

### 3.2.1 Base de calculs et de mise en œuvre pour la plomberie-sanitaire

#### Production d'ECS

##### Fluides

La vitesse de circulation maximale des fluides dans les canalisations sera :

- Tuyauteries en zone technique ou vide sanitaire : 2 m/s
- Distribution horizontale : 1.5 m/s
- Colonnes montantes : 1.00 à 1.25 m/s
- Branchement d'étage ou d'appareils :
  - Pour un nombre d'appareils  $\leq 5$  : méthode selon les coefficients attribués à chaque appareil (DTU 60.1)
  - Pour un nombre d'appareils  $> 5$  : vitesse de 1.00 m/s.

Les pertes de charges seront plafonnées à 15 mm CE /ml.

La température de distribution sera de 50°C.

Les besoins d'eau chaude sanitaire ont été calculés sur la base des éléments ci-dessous, l'entreprise devra établir son propre dimensionnement des puissances et volumes de stockage.

Typologie	l/jr	l/s
Studio	95,4	0,25
T1	158,4	0,33
T2	158,4	0,33
T3	180	0,33
T4	180	0,33
T5	226,8	0,38

##### Débits

Les débits pris en compte pour les différents appareils sont les suivants :

Appareil	Eau froide ou eau mélangée [l/s]	Eau chaude [l/s]	Evacuation [l/s]
Lavabo	0,20	0,20	0,75
Evier	0,20	0,20	0,75
WC	0,12	-	1,50
Baignoire	0,33	0,33	1,20
Douche	0,20	0,20	0,50
Lave-linge	0,20	-	0,65
Lave-vaisselle	0,10	-	0,40

### **Diamètre des canalisations EF-ECS**

Les tuyauteries sont calculées de façon à ce qu'à tout moment on dispose d'une pression résiduelle minimale de 8 m CE aux postes les plus défavorisés et 10 m CE à l'entrée des logements.

La pression d'alimentation en eau sera comprise entre 1,5 et 3 bars, à l'origine de chaque logement (au niveau de la pénétration dans le logement). La pression disponible au point d'utilisation le plus favorisé ne doit pas dépasser 30 m CE.

La vitesse de circulation des fluides dans les canalisations sera :

- Tuyauteries en zone technique ou vide sanitaire : 2 m/s
- Distribution horizontale : 1.5 m/s
- Colonnes montantes : 1.25 à 1.5 m/s
- Branchement d'étage ou d'appareils :
- Pour un nombre d'appareils ≤ 5 : méthode selon les coefficients attribués à chaque appareil (DTU 60.1)
- Pour un nombre d'appareils > 5 : vitesse de 1.25 m/s.

Les diamètres de raccordement aux appareils respecteront les DTU 60.11 P1-1 et DTU 60.11 P2 (août 2013) et ne seront pas inférieurs à ceux indiqués ci-après :

Appareil	Alimentation Diamètre intérieur [mm]	Evacuation Diamètre intérieur [mm]
Lavabo	10	25
Evier	12	33
WC	10	73 ou 83 suivant volume réservoir
Baignoire	13	33 ou 38 suivant longueur
Douche	12	33
Lave-linge	10	43
Lave-vaisselle	10	33

### **Diamètre des canalisations EU**

Les diamètres de chutes eaux usées seront calculés suivant le tableau n°7 du DTU60.11 P2 (août 2013) en fonction de la charge hydraulique maximale.

La charge hydraulique maximale (Q max) correspond à la charge la plus grande entre :

- Le débit probable d'eaux usées (Q<sub>ww</sub>) ;

$$Q_{ww} = K \sqrt{\sum DU}$$

- $Q_{ww}$  est le débit probable des eaux usées (l/s) ;
- $\Sigma^{DU}$  est la somme des unités de raccordement ;
- K est le coefficient de simultanéité :
  - Utilisation irrégulière (maison individuelle, bureau) :  $K = 0,5$
  - Utilisation régulière (immeuble collectif d'habitation, hôpital, école, restaurant, hôtel) :  $K = 0,7$
  - Utilisation fréquente (toilettes et/ou douches publiques) :  $K = 1,0$
  - Utilisation spéciale (laboratoire) :  $K = 1,2$

### 3.2.2 Travaux sur amiante

Cette réhabilitation intègre des travaux à proximité et sur des matériaux amiantés. Les rapports de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux, sont annexés au présent marché. Les entreprises doivent en prendre connaissance et intégrer toutes les sujétions relatives à ces travaux dans leur offre. Le présent lot doit travailler en sous-section 4 conformément à l'arrêté du 23/02/2012.

### 3.2.3 Documents d'exécutions

#### 3.2.3.1 Travaux de Plomberie

<b>Plans d'exécution</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Plan d'implantation des appareils sanitaires</li> </ul>
<b>Notes de calculs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Sans objet</li> </ul>
<b>Documentations techniques des matériaux et matériels utilisés</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Avis technique des systèmes mis en œuvre</li> <li>• Documentation technique attestant de la conformité au CCTP de tous les matériaux et matériels utilisés, y compris les fixations :               <ul style="list-style-type: none"> <li>○ Evier cuisine PMR,</li> <li>○ Robinetterie évier PMR,</li> <li>○ Plaque induction 2 feux,</li> <li>○ WC PMR,</li> <li>○ Barre d'appui pour toilette PMR,</li> <li>○ Lavabo PMR,</li> <li>○ Siphon lavabo,</li> <li>○ Mitigeur lavabo PMR,</li> <li>○ Miroir,</li> <li>○ Etc.</li> </ul> </li> <li>• Les Fiches de Déclarations Environnementales et Sanitaires des produits mis en œuvre (FDES selon la norme NF P01-010) ainsi que leur quantité en Unité Fonctionnelle telle que définies dans ces fiches.</li> <li>• Autres documents nécessaires pour attester de la conformité au CCTP</li> </ul>
<b>Détails particuliers de mise en œuvre</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Tout détail nécessaire à la parfaite réalisation des travaux.</li> </ul>

### 3.2.3.2 Mise en services, contrôles, essais et réglages

<b>Mise en service et réglages</b>	<p>La mise en service intégrale des installations de la présente opération, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Mises en service des équipements sanitaires</li> </ul>
<b>Essais</b>	<p>L'entreprise devra effectuer préalablement à la réception, les essais et vérifications de fonctionnement mentionnés dans le document COPREC N°1.</p> <p>Les procès-verbaux correspondants devront être rédigés sous la forme définie dans le document COPREC N°2.</p> <p>De plus, l'entreprise de ventilation devra exécuter les essais et vérifications de résultats mentionnés dans le document COPREC N° 1.</p>
<b>Validation</b>	<p>Les essais devront valider les performances des installations et notamment en ce qui concerne les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Qualités sanitaires et caractéristiques des fluides distribués.</li> <li>Niveaux de pression.</li> <li>Niveaux de sécurité (températures, pressions, etc.).</li> <li>Niveaux acoustiques intérieurs et extérieurs.</li> <li>Débits à l'origine et aux points d'utilisation.</li> </ul>
<b>Présentation du PV</b>	<p>L'entreprise devra fournir un procès-verbal faisant apparaître lisiblement :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Toutes les consignes et valeurs exigées au cahier des charges, ou précisées avant la livraison du chantier par le Maître d'Œuvre, le Maître d'Ouvrage ou les utilisateurs du site.</li> <li>Tous les paramétrages et réglages exécutés au niveau des installations avant livraison.</li> <li>Toutes les valeurs constatées à l'issue des essais.</li> <li>Les commentaires éventuels à soumettre au Maître d'Ouvrage et utilisateurs sur les réglages effectués.</li> </ul>

## 3.3 Travaux de Plomberie Sanitaire

### 3.3.1 Cuisine

Les travaux de plomberie concerneront des travaux de réaménagement de la cuisine de la salle de pause au R+1.

Les travaux comprendront :

- La dépose de l'évier et du robinet mural existant,
- La condamnation des réseaux EFS et ECS alimentant le mitigeur mural situés dans le mur,
- L'adaptation des réseaux EFS et ECS pour le raccordement du nouveau mitigeur,
- La pose d'un évier adapté pour le passage d'un fauteuil roulant sur le plan de travail du nouveau meuble de cuisine,

#### 3.3.1.1 Travaux préparatoires

Les travaux préparatoires comprendront :

- Dépose et évacuation de l'évier et du mitigeur mural existant,
- Condamnation des réseaux EFS et ECS alimentant le mitigeur mural déposé,

Les reprises de finitions liées à la dépose du mitigeur mural seront réalisées par le lot Finitions.

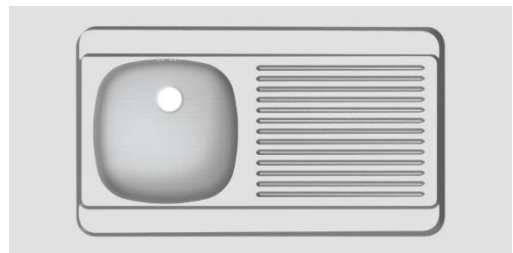
Localisation : (Salle de pause et café) – Cuisine 1<sup>er</sup> étage

### 3.3.1.2 Appareils

#### 3.3.1.2.1 Evier cuisine PMR

Il sera prévu la mise en place d'un évier de marque Moderna type PMR EPAH 1200 INOX ou techniquement équivalent avec les caractéristiques suivantes :

- Inox 18/10 lisse,
- Evier avec possibilité d'encastrement dans un plan de travail,
- 1200 mm de longueur,
- 1 cuve profondeur 11 cm avec bonde arrière et égouttoir,
- Vidage Ø60mm à chaînette avec siphon gain de place,
- Non réversible / Cuve à gauche,
- Dimensions L x P x H /mm : 1200 x 600 x 30,
- Vidage inclus avec siphon déporté,



L'évier sera installé par le présent lot sur le plan de travail posé par le lot finitions. La réservation dans le plan de travail sera réalisée par le lot finitions sur indication du présent lot.

Localisation : (Salle de pause et café) – Cuisine 1<sup>er</sup> étage

#### 3.3.1.2.2 Robinetterie évier PMR

Il sera prévu le remplacement du mitigeur actuel par un mitigeur d'évier à bec haut orientable adapté aux personnes à mobilité réduite (PMR) de marque DELABIE référence 2522L ou techniquement équivalent.

Il possèdera les caractéristiques suivantes :

- Mitigeur monotrou monocommande à bec orientable H.100 L.170 avec brise-jet hygiénique.
- Cartouche céramique Ø 40.
- Butée de température maximale préréglée.
- Corps et bec à intérieur lisse.
- Débit limité à 5 l/min à 3 bars.
- Commande par levier Hygiène L.200.
- Adapté aux personnes à mobilité réduite (PMR).
- Garantie 10 ans

Il sera également prévu une provision afin de permettre l'adaptation/prolongation des réseaux EFS, ECS et EU pour permettre le raccordement de nouveau mitigeur et l'installation du nouvel évier en fonction de la nouvelle implantation.



Localisation : (Salle de pause et café) – Cuisine 1<sup>er</sup> étage

### 3.3.2 Sanitaires

Les travaux de plomberie concerneront des travaux de restructuration du sanitaire Fonction au R+1 afin de l'adapter aux normes PMR.

Les travaux comprendront :

- La dépose des équipements sanitaires existants en sous-section 4,
- La condamnation des réseaux EFS et EV des appareils déposés et non remplacés,
- Les raccordements des nouveaux appareils sanitaires remplacés,
- La pose d'un WC adapté aux personnes à mobilité réduite,
- La pose d'un lave-main avec mitigeur adapté aux personnes à mobilité réduite,
- La pose d'une barre coudée,
- La pose d'un miroir,

#### 3.3.2.1 Travaux préparatoires

Les travaux préparatoires comprendront :

- La dépose et l'évacuation des 2 WC existants
- La dépose et l'évacuation du lavabo et du mitigeur existant,
- La dépose et la condamnation des réseaux non réutilisés. Les réseaux EV non réutilisés seront sciés au ras de la dalle et rebouchés par le présent lot au ciment prompt.

#### 3.3.2.2 Appareils sanitaires

##### 3.3.2.2.1 Cuvette WC PMR

Il sera prévu la fourniture et la pose d'un WC surélevé PMR série ODEON Up de chez JACOB DELAFON ; référence : E0523-00. ou techniquement équivalent.

Il aura les caractéristiques suivantes :

- Cuvette surélevée adapté PMR en céramique à réservoir attenant,
- Sortie horizontale,
- Double chasse 3/6 litres,
- Dimensions 68\*41cm,
- Abattant standard en thermodur, blanc, charnière en métal inox 8407K,
- Robinet ¼ de tour chromé



La fixation de la cuvette sera réalisée en sous-section 4 avec aspiration à la source.

Il sera également prévu une provision afin de permettre l'adaptation/prolongation des réseaux EFS et EV pour permettre le raccordement du nouveau WC en fonction de la nouvelle implantation. Pour cela, il sera prévu de réaliser **un carottage en sous-section 4** dans le plancher débouchant dans le faux-plafond du rez-de-chaussée afin de raccorder le nouveau réseau d'évacuation du WC sur les collecteurs existants dans le faux-plafond du niveau inférieur. **Les fixations des nouveaux réseaux seront à réaliser en SS4.**

**Le carottage en SS4 sera réalisé par la présente entreprise avec un mode opératoire validé et du personnel qualifié.**

Le démontage du faux plafond du rez-de-chaussée sous les sanitaires pour l'adaptation du réseau EU est à la charge lot Finitions.

**Accessoires :**

Il sera prévu la mise en place **en sous-section 4** de barre d'appui pour toilettes rabattable avec pied de marque Careserve Ref CSF6511 ou équivalent, avec les caractéristiques suivantes :

- Longueur : 75 cm
- Diamètre : 2,5 cm
- Hauteur : 71 cm – 87 cm
- Hauteur du pied : 55,5 cm
- Dimensions de la plateforme : 26 cm x 10 cm
- Poids maximum utilisateur : 136 kg



Localisation : Sanitaire R+1, selon plan.

**3.3.2.2.2 Lavabo PMR**

Il sera prévu la mise en place **en sous-section 4** d'un lavabo de marque JACOB DELAFON type STRUKTURA référence EGG111 ou techniquement équivalent adapté aux personnes à mobilité réduite avec les caractéristiques suivantes :

- Céramique,
- Dimensions 60x19cm,
- Autoportant,
- Avec trou de trop-plein,
- Percé 1 trou,



**Accessoires :**

Siphon « design », modèle court de chez Jacob Delafon ou équivalent



**3.3.2.2.3 Mitigeur lavabo PMR**

Il sera prévu le remplacement du mitigeur actuel par un mitigeur de lavabo à bec haut orientable adapté aux personnes à mobilité réduite (PMR) de marque DELABIE référence 2522L ou techniquement équivalent.

Il possèdera les caractéristiques suivantes :

- Mitigeur monotrou monocommande à bec orientable H.100 L.170 avec brise-jet hygiénique.
- Cartouche céramique Ø 40.
- Butée de température maximale préréglée.
- Corps et bec à intérieur lisse.
- Débit limité à 5 l/min à 3 bars.
- Commande par levier Hygiène L.200.

- Adapté aux personnes à mobilité réduite (PMR).
- Garantie 10 ans

Il sera également prévu une provision afin de permettre l'adaptation/prolongation des réseaux EFS, ECS et EU pour permettre le raccordement de nouveau mitigeur et l'installation du nouveau lavabo en fonction de la nouvelle implantation.

Localisation : Sanitaire R+1, selon plan.

#### 3.3.2.2.4 Miroir

Il sera prévu la fourniture et la pose **en sous-section 4** d'un miroir épaisseur 5mm dimensions 80x80cm avec profilé aluminium de marque ALTERNA référence SMAPC-8080 ou techniquement équivalent.

Le miroir sera posé à une hauteur comprise entre 1,05 et 1,85m par rapport au sol au-dessus-du lavabo.

Localisation : Sanitaire R+1, selon plan.

### 3.3.3 Dégagement

Les travaux de plomberie concerneront le déplacement du radiateur présent sur la cloison du sas d'accès

Les travaux comprendront :

- La vidange et la dépose soignée du radiateur et de sa tuyauterie non réutilisée,
- Le dévoiement du réseau de chauffage,
- La repose du radiateur et le raccordement au réseau de chauffage.

Localisation : Dégagement du R+1, selon plan